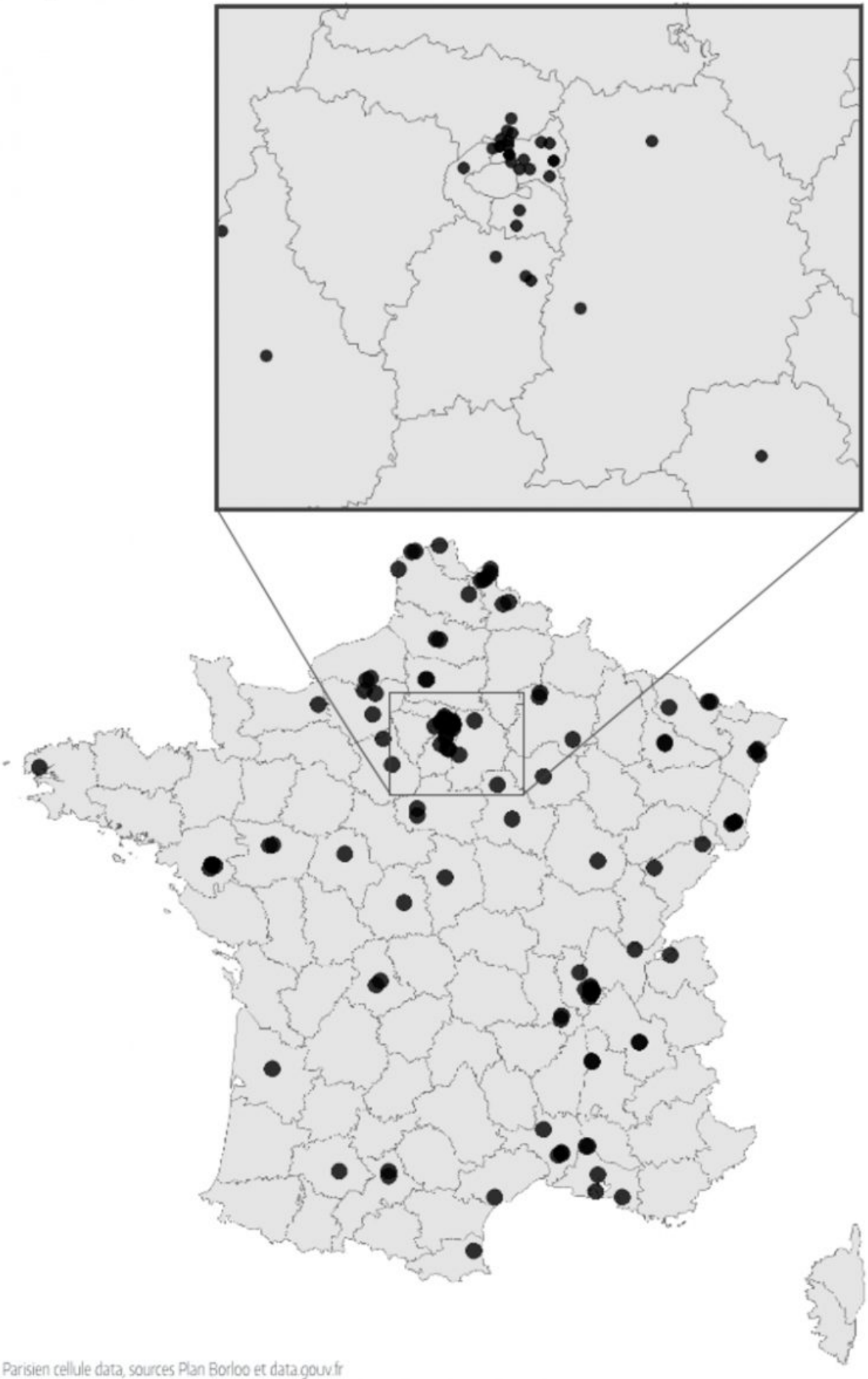
Quand Zemmour dézingue les mensonges par omission de Borloo …

écrit par Antiislam | 27 avril 2018

Plan Borloo :
les quartiers concernés



Le Parisien cellule data, sources Plan Borloo et data.gouv.fr

Soi-disant Macron incarnerait le « nouveau monde ».
Dans les faits, ses recettes sont les mêmes, exactement, que celles de Chirac, Sarkozy, Hollande.
Celles qui échouent depuis maintenant 30 ans.
En particulier en ce qui concerne les banlieues avec la enième fumisterie en la matière signée Borloo.
Voici le plan Borloo:
(Pour ceux de nos lecteurs qui sont allergiques au délire borlooesque, passez directement à la vidéo de Zemmour, en fin d'article):

L'ancien ministre de la Ville, mandaté par Emmanuel Macron, a remis ce jeudi son rapport sur les banlieues françaises au Premier ministre Edouard Philippe.

Maires et autres élus locaux l'attendaient avec impatience.

Ce jeudi, l'ancien ministre de la Ville Jean-Louis Borloo a remis au gouvernement son rapport sur les banlieues françaises, que Le Parisien a pu consulter. Mandaté à l'automne par Emmanuel Macron, l'ex-patron de l'UDI s'était depuis fait très discret. Depuis plus de six mois, il a en effet travaillé sur les pistes énoncées par le président et a élaboré 19 « programmes » en vue d'une ambitieuse « réconciliation nationale ». Après lecture et analyse, le chef de l'Etat dévoilera donc « courant mai » son plan de mobilisation, en fonction du rapport mais également des propositions issues des dix groupes de travail nationaux et les concertations organisées par les préfets avec les acteurs de terrain.

« L'heure n'est plus aux rapports d'experts, l'heure est à

l’action », prévient dans l’introduction du document Jean-Louis Borloo, soucieux de détailler des mesures très concrètes, et parfois assez originales. Tour d’horizon des plus marquantes.

Une académie « des leaders »

Le rapport souhaite la création « d’une nouvelle grande école », pour arrêter de passer à côté des « talents de notre jeunesse et notamment des quartiers populaires ». Accessible sur concours, elle permettra à des étudiants, s’ils réussissent les épreuves de « bénéficier du statut de fonctionnaire stagiaire de l’ENA avec une rémunération équivalente (de l’ordre de 1 700 euros bruts) pendant la durée de la scolarité ». A l’issue de la scolarité, ils auront l’obligation de servir dans une des trois fonctions publiques pour une période minimale de 10 ans.

Un milliard pour le RER

Pour améliorer la mobilité et atténuer l’enclavement des habitants des quartiers, l’ancien ministre préconise d’organiser « rapidement » les états généraux des transports en région Ile-de-France. Il souhaite notamment injecter 1 milliard d’euros dans le fonctionnement du RER.

« Les voyages forment la jeunesse »

Dans sa partie intitulée à la « Rencontre de l’Autre », le rapport suggère que « chaque enfant et adolescent scolarisé en QPV (quartier prioritaire de la ville, NDLR) aura la possibilité de partir quatre fois dans sa scolarité à la rencontre de l’Autre, dans des conditions financières abordables pour leurs parents, jusqu’à la quasi gratuité ». Du primaire au lycée, ces voyages se déclineront de la classe découverte, au voyage à l’étranger, « dans un Etat membre de

l’Union Européenne ».

Des « Maisons Marianne » pour les femmes qui s’impliquent

« Elèves ou étudiantes, mères ou grands-mères, salariées ou sans emploi […] les femmes tiennent une place primordiale dans la vie sociale des quartiers populaire […] Ce sont les nouveaux visages de Marianne ! » assure encore Jean-Louis Borloo qui suggère de les « protéger » dans ce rôle en créant 216 « Maisons Marianne », en bas des immeubles, et leur allouer un budget de fonctionnement de 10 000 euros par an. Globalement, créer 6 000 nouveaux postes d’adultes relais, dont 4 500 pourvus par des femmes. Et au passage, renforcer l’aide au permis de conduire dans les parcours d’insertion.

Encourager la « co-production » de sécurité

Le constat est clair : « Certaines bandes se servent en effet de certains quartiers comme base arrière. Les marchands de sommeil, prospèrent. Une petite délinquance par intimidation se développe parfois. » Par ailleurs, dans ces quartiers, « l’exercice de sécurité publique est plus complexe et demande des moyens spécifiques. » En plus d’un renfort de la police, notamment de proximité, le rapport suggère le déploiement de 500 « correspondants de nuit » supplémentaires sur des postes d’adultes-relais, pour contribuer en lien avec la police municipale à une politique de « tranquillité publique » ou pour venir structurer les initiatives associatives. Ce programme comprend aussi la formation de 200 femmes relais.

Des « coachs d’insertion »

Le sport est selon le rapport une des clefs de l’apprentissage

de la motivation, du dépassement de soi, de la confiance et du respect des règles en banlieue, d'autant plus si l'on joue sur l'« image positive de grands sportifs issus des quartiers ». Il suggère de former et recruter 5 000 « coachs d'insertion » par le sport – éducateurs sportifs en club ou associations, éducateurs spécialisés ou scolaires – dans un programme dit APELS. Le but serait donc d'identifier, former et arrimer ce réseau « qui a un impact fort en termes de prévention, d'accompagnement et de parcours à l'insertion sociale et professionnelle. »

200 campus numériques

Le numérique « doit s'enraciner dans les quartiers avides de réussite », selon le rapport, qui préconise la création de 200 campus numériques. Ils proposeront des cours en libre accès, des formations professionnelles liées au codage ou encore des aides pour passer le permis. Ils seront également tournés vers la culture, les juniors et les associations avec par exemple des « hackathons ».

Une « armée de la République solidaire »

Considérant que les « 35 000 professionnels de l'action sociale dans les quartiers prioritaires sont des héros de la République, une richesse extraordinaire pour la Nation », le rapport suggère d'abord de « porter un message de reconnaissance » et « mettre en œuvre le passage à la catégorie A qui a été décidé pour les fonctionnaires ». Ensuite, créer une prime de convergence ville (PCV) pour les professionnels de l'action sociale et engager un « choc de simplification » sur les pratiques du secteur. Il faut notamment « supprimer la mécanique du financement au projet

pour permettre aux acteurs sociaux (le centre social, le club de prévention, le centre de santé…) de consacrer leur énergie à leur métier. »

Gatignon sur la plan Borloo: « Ce plan peut globalement changer les choses »

Des « clubs petit dej »

Pour répondre « au défi éducatif des quartiers », le rapport propose de créer des « cités éducatives ». Le but, intégrer des dimensions sociales et culturelles au système éducatif et scolaire. Il veut doter de moyens financiers supplémentaires les villes en QPV, reconstruire et rénover 300 écoles et 100 collèges dégradés ou encore tripler la préscolarisation à 2 ans en REP +, et doubler le taux d'encadrement de 8000 classes de maternelle en REP +. Pour être attentif à « la santé et aux bonnes conditions » des enfants, le rapport propose d'organiser « club petit dej » gratuit dans les écoles et collèges des REP et REP + le matin et rendre gratuite la cantine le midi.

Une fondation pour le logement

Dans son premier point, consacré au logement, Jean-Louis Borloo propose de créer une fondation regroupant les collectivités territoriales, les financeurs, les partenaires sociaux et les bailleurs, afin d'améliorer les problèmes de gouvernances dans la rénovation urbaine. Il souhaite également permettre le fichage des marchands de sommeil.

Un fonds de 5 milliards d'euros

Enfin, «l'Etat se doit de redonner confiance en garantissant ses engagements, en mettant à l'abri de tout aléa budgétaire, une partie des financements. Il faut donc constituer un fonds à la Caisse des Dépôts et Consignations », préconise le

rapport en conclusion. Et de détailler : « Ce fonds sera doté des 5 milliards d'euros provenant de la cession des participations de l'Etat en 2018 (10 milliards annoncés). Il sera abondé du montant de la TVA généré par le redémarrage du plan de rénovation urbaine, financé par d'autres, soit environ 400 millions d'euros. Ces montants ne créeront pas de dépenses budgétaires nouvelles pour l'Etat, sont d'utilisation – sur les 4 années qui viennent – d'1 ,6 milliards par an, et viendront garantir une partie des engagements de l'Etat dans ses programmes. L'utilisation de ces fonds sera garantie par le Premier ministre, sur proposition du Comité d'évaluation et de suivi. »

http://www.leparisien.fr/politique/banlieues-ce-que-contient-le-plan-de-jean-louis-borloo-26-04-2018-7684650.php
Face à ces fumisteries, voici en deux minutes la réponse cinglante de Zemmour:
https://twitter.com/RTLFrance/status/989759553884471296
Un grand merci à « Claude t.a.l » de nous avoir indiqué cette vidéo.